

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MARDI 18 JANVIER 2011

DINSDAG 18 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 19 sous la présidence de Mme Jacqueline Galant.

01 Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "le jugement très variable d'accès à la nationalité belge entre les différents arrondissements judiciaires" (n° 1829)

01.01 **Jacqueline Galant** (MR): La commission des Naturalisations souhaite savoir si votre département pourrait prendre des initiatives pour inciter les tribunaux à analyser tous les dossiers de demande de naturalisation de manière uniforme, pour éviter le marchandage. Les demandeurs passent d'un parquet à l'autre et voient où il est plus facile d'obtenir la nationalité belge.

Nous voudrions arriver à une telle uniformité pour tous les modes d'accès à la nationalité.

Présidente: Sarah Smeyers.

01.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): Une circulaire du 24 mai 2007 modifie plusieurs dispositions du Code de la nationalité belge. Le formulaire-modèle de renseignements a été établi suite à l'interpellation par le président de la commission des Naturalisations de la Chambre, qui soulignait un manque d'uniformité.

Une circulaire du 1^{er} octobre 2009 concernant la problématique des mariages blancs a permis d'accroître l'efficacité des contacts entre les parquets et l'Office des Étrangers.

Vous soulignez l'existence d'un *forum shopping* et un véritable carrousel des demandeurs entre les villes. Vous devriez me préciser de quelles villes et de quels arrondissements il s'agit, pour gagner du temps. Le Collège a déjà posé la question à tous les procureurs du Roi, mais cette procédure va prendre du temps. Je vous propose de vous répondre par écrit quand j'aurai reçu toutes les réponses.

Je suis prêt à discuter avec le Collège des procureurs généraux de problèmes clairement identifiés.

L'article 24*bis* du Code actuel de la nationalité belge prévoit que le ministre de la Justice arrête les directives concernant les modalités selon lesquelles le parquet du tribunal de première instance mène l'enquête en vue de la présentation d'un avis. Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public et doivent être appliquées uniformément. Pour les missions qui doivent être accomplies afin de permettre au procureur du Roi d'émettre les avis requis, les services de police sont soumis à l'autorité de celui-ci. Le Collège des procureurs généraux exerce le contrôle sur les modalités selon lesquelles les parquets exécutent les missions.

Les directives ne sont pas contraignantes à l'égard des membres du siège, lesquels sont indépendants.

01.03 Jacqueline Galant (MR): Pour un délit de fuite avec des conséquences plutôt dramatiques, le parquet de Charleroi considérerait qu'il ne s'agissait pas d'une infraction grave, tandis que le parquet d'Anvers estimait le contraire. C'est inadmissible.

Par rapport aux naturalisations, un accord est intervenu ce midi eu égard à la révision des critères internes de la commission. Je compte prendre contact avec le Collège des procureurs généraux pour leur soumettre ces nouveaux critères et leur demander une analyse uniforme, et je demanderai à votre département s'il peut en faire autant. Il faut absolument un traitement uniforme au niveau de l'ensemble des parquets, car actuellement celui qui n'obtient pas ce qu'il veut par la porte l'obtient par la fenêtre.

01.04 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Si les critères changent, si d'autres avis sont demandés, j'aimerais vous entendre le plus rapidement possible.

01.05 Jacqueline Galant (MR): Nous pourrions aussi nous rencontrer pour en discuter!

L'incident est clos.

02 Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "l'adaptation des amendes de roulage en fonction du revenu" (n° 1830)

02.01 Jacqueline Galant (MR): Le procureur du Roi de Mons, M. Henry, a déclaré il y a peu qu'il fallait adapter les amendes pour infractions routières aux revenus des fautifs. Je trouve cela scandaleux car dans ce cas, le brave contribuable qui travaille devra payer plus que celui qui ne travaille pas et bénéficie d'allocations diverses.

Avez-vous l'intention de modifier la loi pour aller dans le sens de ce procureur du Roi?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Cette question a été discutée de nombreuses fois au Parlement. J'ai moi-même réalisé une étude sur ce sujet. L'idée de base est qu'il est plus juste qu'une personne ayant beaucoup d'argent paie davantage qu'une personne n'ayant pas les moyens. En revanche, c'est difficile à appliquer et cela provoquerait une charge de travail supplémentaire. Autre question: les revenus déclarés sont-ils corrects ou y a-t-il des revenus qui ne sont pas correctement calculés? Il y aura toujours débat sur ce point. De tels systèmes sont utilisés dans plusieurs pays, mais ils connaissent beaucoup de problèmes d'application. En Belgique, l'article 163 du Code d'instruction criminelle précise que, lorsqu'il condamne à une peine d'amende, le juge tient compte, dans la détermination de son montant, des éléments invoqués par le prévenu eu égard à sa situation sociale. Le juge peut prononcer une peine d'amende inférieure au minimum légal si le contrevenant soumet un document prouvant sa situation financière précaire.

Les amendes sont donc identiques pour tous, mais le magistrat peut tenir compte d'un problème financier.

Mais en affaires courantes, ce n'est pas le moment de faire un grand débat sur ce sujet.

02.03 Jacqueline Galant (MR): Cela remettrait en cause le principe d'égalité devant la loi. C'est un mauvais signal qui pourrait être donné.

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La discussion relative aux arguments sociaux, d'une part, et à l'inégalité de traitement, d'autre part, refait chaque fois surface.

(En français) La solution belge donne la possibilité aux magistrats de diminuer l'amende.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "l'indexation de l'indemnité de procédure" (n° 1898)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Les tarifs de l'indemnité de procédure sont modifiés conformément à l'arrêté royal dès que le dernier indice est dépassé de dix points. Les montants minimum et maximum visés aux articles 2 à 4 de cet arrêté royal sont alors majorés ou minorés de 10 %.

La modification porte-t-elle seulement sur les tarifs maximum et minimum de l'indemnité de procédure ou la valeur de la procédure et les tranches sont-elles aussi modifiées? De quelle manière les magistrats et le secteur en seront-ils informés?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La majoration s'applique uniquement à l'indemnité de procédure elle-même et non aux montants sur la base desquels cette indemnité est calculée. Il appartient au juge d'appliquer l'indexation. Sur la base de l'interdiction de statuer *ultra petita*, le juge ne peut toutefois pas condamner la partie perdante à payer le montant indexé si l'indexation n'a pas été requise par la partie gagnante.

Le seuil de dix points n'a pas encore été atteint à ce jour et il est impossible de dire quand il le sera. La publication du nouvel indice est attendue vers le 27 janvier.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Je note que l'augmentation doit être demandée par la partie concernée.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le relogement de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC)" (n° 1912)

04.01 Sonja Becq (CD&V): L'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) est actuellement établi à Neder-over-Heembeek, dans un bâtiment qui ne satisfait plus du tout aux normes actuelles.

Est-il exact qu'en dépit de la décision du Conseil des ministres de juillet 2009, la Régie des Bâtiments n'a toujours pas désigné de bureau d'études? Les difficultés d'hébergement ont-elles des implications pour les expertises médico-légales? Quelles mesures le ministre peut-il prendre en période d'affaires courantes? Il s'agit à mon sens d'un dossier urgent.

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La recherche de pointe doit s'effectuer dans le cadre d'une infrastructure adaptée. La régulation de la température et la protection des pièces à conviction contre les influences externes de la poussière et de la saleté sont d'une importance primordiale. L'INCC possède une connaissance et un savoir-faire étendus. Jusqu'à présent, les normes ISO ont toujours pu être respectées malgré les problèmes sous-jacents en matière d'infrastructure.

La Régie des Bâtiments prépare une solution définitive pour un hébergement approprié. Une solution devrait en principe être trouvée pour fin avril 2011 grâce à la désignation d'un bureau d'études spécialisé. La préparation à la recherche du bâtiment adéquat bat son plein. Le marché des bureaux à Bruxelles est consulté pour trouver un bâtiment qui convienne spécifiquement à l'INCC qui, entre-temps, satisfait toujours aux normes ISO et continue donc à accomplir correctement sa tâche.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la durée de la procédure de recours contre une décision des pouvoirs publics concernant l'allocation pour l'aide aux personnes âgées" (n° 2075)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Une procédure en recours contre une décision des pouvoirs publics relative à l'intervention pour l'aide aux personnes âgées dure en moyenne 18,8 mois. Ce délai est très long pour les personnes qui souffrent d'un handicap et disposent d'un faible revenu. Les recours ne sont pas fréquents – 566 pour 83 000 décisions – mais souvent légitimes: dans 60 % des cas, le jugement est à l'avantage de la partie civile et le montant de l'intervention est accru.

Pourquoi la procédure est-elle aussi longue? Comment peut-elle être raccourcie? Existe-t-il des différences selon la nature du litige soumis au tribunal du travail?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le Collège des procureurs généraux m'a communiqué certains éléments. Ainsi, on observe une différence au niveau du délai que s'alloue une administration avant de transférer le dossier. Ce délai serait par exemple plus long au service Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale que dans d'autres administrations.

Les retards peuvent également résulter d'expertises. Il faut en moyenne six à huit mois à un expert pour introduire son rapport, après quoi il faut encore un à trois mois pour étudier le rapport.

Dans certains tribunaux, le règlement collectif de dettes aurait également constitué un facteur perturbant mais des mesures ont été prises pour y remédier. Ce problème devrait avoir été résolu.

Le nombre de dossiers en matière de sécurité sociale en général aurait également augmenté. Par ailleurs, il est parfois question, comme partout, d'abus de procédure.

Les expertises constituent cependant la raison principale des retards. Les périodes d'expertise doivent être réduites. Une initiative est envisageable sur ce plan.

M. Delizée a déjà transmis précédemment des statistiques à ce sujet.

05.03 Sonja Becq (CD&V): Alors même que le ministre évoque une augmentation du nombre de procès en matière de sécurité sociale, il apparaît à la lecture des chiffres que j'ai reçus de M. Delizée que le nombre d'affaires relatives à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées s'inscrit en baisse.

Si l'on retranche le délai de l'expertise, le délai de traitement s'élève encore à un an, une période inutilement longue.

Quel est le délai de traitement général des actions intentées devant le tribunal du travail?

05.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il ne sera possible de mesurer valablement le délai de traitement de la totalité des affaires que lorsque le modèle Cheops sera également opérationnel au sein du tribunal du travail. Ce modèle est encore en cours de réalisation dans les tribunaux de police. Ces derniers seront suivis des organes de médiation de dettes puis des tribunaux du travail et de l'auditorat du travail.

L'incident est clos.

06 Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "la difficile collaboration entre certains opérateurs de téléphonie mobile et les autorités judiciaires dans le cadre d'enquêtes judiciaires" (n° 2076)

06.01 Franco Seminara (PS): La loi du 28 novembre 2000 relative à la criminalité informatique renforce la collaboration entre les opérateurs de télécommunication et les juge d'instruction et procureur du Roi (article 88^{quater} du Code d'instruction criminelle). Il semble pourtant qu'il faille souvent attendre des mois pour recevoir des données qui, dans certains cas, n'arrivent jamais.

Quelles dispositions avez-vous prises ou comptez-vous prendre pour renforcer cette collaboration?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La loi du 28 novembre 2000 relative à la criminalité informatique et l'article 88^{quater} du Code d'instruction criminelle inséré par cette loi portent, en effet, sur l'obligation de collaboration légale imposée aux personnes présumées avoir une connaissance particulière du système informatique ou aux services qui permettent de protéger ou de crypter des données stockées, traitées ou transmises par un système informatique.

Suite au refus de collaborer de certains opérateurs, le Collège des procureurs généraux a rédigé le 17 décembre 2009 une circulaire contenant une directive relative aux infractions et obligations et visant à remédier au problème de non-transmission des informations.

Une analyse provisoire a montré qu'un opérateur principalement ne remplit pas son obligation de collaboration. Le 23 décembre 2010, il a fait savoir au service CTIF de la police fédérale que "les problèmes seraient résolus".

L'arrêté royal du 9 janvier 2003 a été actualisé. Il a été approuvé en Conseil des ministres le 17 décembre 2010, et est actuellement examiné par le Conseil d'État. Il permettra de réduire de 30 % les frais de justice en matière de téléphonie, sur la base d'une étude menée par l'IBPT.

Un groupe de travail permanent a été créé au sein de l'IBPT, qui s'est engagé à élaborer un modèle de coût pour un opérateur efficace, après une procédure commençant le 31 décembre.

Il existe une directive européenne qui règle toute la matière et que nous sommes, en principe, obligés de suivre en droit belge. La collaboration est actualisée par un nouvel arrêté royal, confirmé en décembre 2010.

06.03 **Franco Seminara** (PS): J'espère que l'avis du Conseil d'État sera disponible rapidement.

06.04 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): L'arrêté royal pourra, selon moi, être publié en février.

L'incident est clos.

07 **Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "la visite ministérielle aux responsables de la zone de police de la Basse-Meuse faisant suite au conflit social de décembre-janvier au sein de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 2079)**

07.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Devant assurer la continuité du service public à la prison de Lantin, la zone de police de la Basse-Meuse doit faire face à une charge de travail considérable (14 000 heures pour un coût de 500 000 euros depuis 2002).

Votre rencontre avec les autorités zonales aurait abouti à un protocole visant à une meilleure répartition de l'effort entre le zonal et le fédéral.

Quelle est cette répartition? S'agit-il de mesures spécifiques ou les étendrez-vous à d'autres zones? Quel était l'objectif de votre visite?

07.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): Les autorités de la zone Basse-Meuse ont souhaité organiser cette concertation, à laquelle ont participé le gouverneur de la province, le parquet général de Liège, le procureur du Roi, des représentants de la direction générale des Établissements pénitentiaires et le directeur coordinateur (DirCo) de l'arrondissement de Liège et de la zone de la Basse-Meuse. Elle portait sur les problèmes découlant des directives contraignantes MFO-1 et 2 et sur l'obtention de compensations financières supplémentaires en cas de grève.

Le DirCo s'est dit disposé à négocier une aide accrue du fédéral et a rappelé la garantie du respect des obligations légales, l'interdiction de modifier les accords en cours de conflit et la négociation d'un protocole au niveau local sans répercussion nationale. Le gouverneur va mettre en place un groupe de travail chargé d'établir un protocole de solidarité au niveau provincial, sur lequel j'aurai un droit de regard. La norme KUL et les dotations complémentaires ont également été abordées. Si les normes devaient être revues, ce serait pour toutes les zones, ce que ne permet pas la situation financière.

La directive contraignante MFO-2 impose déjà la solidarité interzonale. Le protocole d'accord vaut pour le

niveau local. Je suis prêt à débattre de la révision des normes en vigueur, mais entre-temps, je demande à la police de respecter ses obligations.

Le DirCo sera à l'avenir chargé d'une mission plus importante, car il est le mieux à même d'organiser la coordination entre les corps de police sollicités pour organiser une solidarité.

Voilà quelques éléments de notre débat. C'est au gouverneur de suivre le dossier. La rencontre fut agréable.

Chaque année en janvier, nous avons des problèmes et nous établissons un protocole. Le plus important est d'avoir pu trouver un accord avec les syndicats pour Lantin.

L'incident est clos.

08 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la société européenne (SE)" (n° 1939)

08.01 Peter Dedecker (N-VA): La société européenne est une forme de société qui a été instaurée dans notre pays en 2004. Le succès qu'elle récolte varie d'un pays à l'autre. En Belgique, l'on n'en recense qu'une dizaine. L'Allemagne en compte 130. Cette forme de société a récemment été l'objet d'une première évaluation à l'échelon européen.

Les services du ministre savent-ils quelles entreprises ont adopté cette forme dans notre pays et pourquoi elles l'ont adoptée? Pourquoi ces sociétés sont-elles si peu nombreuses à avoir leur siège chez nous?

Il ressort du rapport d'évaluation que l'un des principaux obstacles est constitué par les tracasseries administratives qu'implique la transformation d'une société existante en société européenne.

Le gouvernement a-t-il l'intention de simplifier cette conversion? L'un des grands avantages de la société européenne est qu'elle permet de façon relativement simple de transférer le siège social d'un pays européen à l'autre. Notre pays a-t-il mis au point une stratégie promotionnelle dans le but de garder chez nous ces sociétés européennes et de rendre attractif le déménagement du siège social de telles sociétés dans notre pays?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Mes services ne sont pas en mesure de fournir des réponses précises à ces questionnements. Quoique la société européenne semble de prime abord attrayante, elle n'effectue pas de percée significative en dépit des nombreux avantages qu'elle offre.

La société européenne serait toutefois considérée comme moins attrayante que la société anonyme et classique en raison des conditions de création plus strictes. Un nombre considérable de sociétés européennes ont cependant été créées en Allemagne et en Tchéquie, parce que des sociétés privées se sont concentrées sur la fourniture de conseils et d'assistance lors de la création de la société. Il faudrait peut-être envisager de prendre également de telles initiatives en Belgique.

Les articles 2 et 37 du règlement européen règlent la transformation d'une société anonyme en une société européenne. Nous ne pouvons prendre l'initiative de modifier ces règles. La Commission européenne pourrait prendre une initiative mais il s'agit là d'une question sensible dans de nombreux pays. J'ai essayé, pendant la présidence européenne, de faire adopter la société européenne de taille réduite en tant que structure et de faciliter son application.

Jusqu'à ce jour, cette structure ne génère aucune modification du climat d'investissement. Nous devons consulter les départements de l'Économie et des Finances, ainsi que les Régions pour savoir si l'ensemble des mesures a une incidence sur le climat entrepreneurial mais je suis en principe partisan de ce type de société. C'est pourquoi j'appelle à promouvoir davantage cette structure européenne.

08.03 Peter Dedecker (N-VA): Conseiller et accompagner les sociétés, à l'instar de l'Allemagne et de la Tchéquie, serait également une très bonne chose dans notre pays. Il est toutefois étrange que nous ne

dispositions pas de chiffres.

08.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les chiffres sont enregistrés au niveau européen.

08.05 Peter Dedecker (N-VA): Le ministre n'a-t-il pas accès aux chiffres européens?

08.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je les demanderai et les fournirai à la commission. Ces chiffres m'intéressent également.

08.07 Peter Dedecker (N-VA): Je remercie le ministre pour son initiative.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les deux délégués permanents supplémentaires avec dispense de service" (n° 2088)

09.01 Sophie De Wit (N-VA): Dans le cadre du protocole n° 353 du 22 avril 2010, trois syndicats représentatifs du secteur III ont reçu chacun deux délégués permanents supplémentaires avec dispense de service. Pour les syndicats, il s'agissait en réalité d'une compensation en contrepartie de la signature du protocole n° 351, le "protocole de grève". Celui-ci a ensuite été sanctionné par un arrêté ministériel alors que, strictement parlant, il aurait dû s'agir d'un arrêté royal.

Sur quel fondement juridique s'est-on appuyé en l'occurrence? Les avis requis ont-ils été demandés? Certains syndicats n'ont-ils pas été pris en compte pour ces dispenses? Comment s'est organisée la communication en la matière? Le ministre a-t-il reçu des plaintes? Quelle suite y a été réservée?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté ministériel du 3 mai 2010 repose sur la loi du 19 décembre 1974, sur l'arrêté royal du 28 septembre 1984 et sur l'arrêté royal du 20 avril 1999, qui organisent les relations entre les autorités publiques et les syndicats.

L'accord de protocole n° 351 du 19 avril 2010 a effectivement été conclu au comité de secteur III Justice. Il concerne les engagements réciproques du SPF Justice, de la direction générale des Établissements pénitentiaires et des syndicats publics représentatifs du personnel des services extérieurs et des établissements pénitentiaires.

Ce protocole est très important. Jusque-là, il n'existait aucune méthodologie pour canaliser le débat en cas de conflit social.

En conséquence de la démission inattendue du gouvernement quelques jours plus tard, la procédure normale d'élaboration d'un tel arrêté n'a pas encore pu être suivie. Un avis doit être recueilli auprès de la Fonction publique, du Budget, de l'Inspection des Finances et du Conseil d'État.

Il n'empêche que je m'efforce constamment d'appliquer le protocole n° 351 dans le cadre de chaque conflit social, parce qu'il prévoit une méthode d'apaisement et de concertation. Je maintiens mon engagement d'honorer les accords conclus dans le cadre du protocole n° 351 et de les mettre en œuvre de façon durable et cohérente sur le plan juridique.

Je ne puis prendre d'autre initiative en cette période d'affaires courantes. Un prochain gouvernement devra se pencher sur le problème de la concertation sociale dans le monde carcéral. Il s'agit d'une matière délicate. De tels conflits entraînent en effet souvent des grèves et des discussions avec la police.

L'arrêté ministériel du 3 mai 2010 s'applique aux trois organisations syndicales représentatives au sein du comité de secteur III, mais pas aux syndicats non représentatifs reconnus, étant donné qu'ils ne siègent pas au sein de ce comité de secteur. L'arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 4 août 2010. Sypol, un syndicat non représentatif reconnu au sein du comité de secteur III, a demandé et obtenu certains documents à ce sujet – dont le protocole n° 351 – dans le cadre de l'exercice des prérogatives syndicales.

Le 22 septembre 2010, Sypol a introduit une requête en annulation de l'arrêté ministériel auprès du Conseil

d'État. La procédure en cours fait l'objet d'un suivi par mes services. Je continue à défendre le protocole n° 351. Nous verrons bien ce qu'en dira le Conseil d'État.

09.03 Sophie De Wit (N-VA): Je note que la procédure normale n'a pas été entièrement suivie. J'attends avec intérêt de savoir ce qu'en dira le Conseil d'État. J'apprécie que le ministre continue à défendre l'accord et le protocole.

L'incident est clos.

10 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'assistance obligatoire d'un avocat lors de la première audition" (n° 2093)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V): En vertu d'un arrêt du 15 décembre 2010 de la Cour de cassation, tout suspect arrêté peut préalablement obtenir l'assistance d'un avocat et a également droit à une assistance lors des interrogatoires de police ou du juge d'instruction. La réglementation belge n'est manifestement conforme ni à la réglementation européenne ni à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et notre pays a également été condamné en la matière.

Où en est le dossier? Comment se déroulent les discussions au Sénat? Quelles sont les conséquences financières éventuelles de la condamnation belge?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): L'assistance d'un avocat pour un suspect ou un prévenu dès la première audition par la police est un sujet d'actualité, en constante évolution. Les barreaux de Bruxelles et d'Anvers notamment ont pris des initiatives. La Cour européenne a récemment pris un arrêt, le 14 octobre 2010, dans l'affaire Brusco contre la France. Il faut citer les arrêts de la Cour de cassation du 23 novembre et des 7 et 15 décembre 2010. Les auditions en commission ont également fourni de nombreuses informations.

Le 6 octobre 2010, j'ai déposé au Sénat une note récapitulative adaptée en fonction de ces données récentes. Je dispose donc actuellement d'un *non paper* actualisé. Il ne s'agit donc pas d'un document officiel mais j'imagine que les membres s'en serviront.

Le 22 décembre, j'ai communiqué la version néerlandaise de ma note au président de la commission de la Justice du Sénat. Le 12 janvier, ce dernier a reçu la note dans les deux langues et a été invité à l'inscrire le plus rapidement possible à l'ordre du jour de la commission. Ce point sera abordé demain matin dans le cadre de l'ordre des travaux. Vu l'urgence, je propose d'organiser une concertation avec la Chambre après l'entame du débat.

Nous examinerons également demain les propositions d'amendement au texte de base. Mon texte constitue une sorte de fil conducteur, un texte de base, qui peut contribuer à une initiative législative rapide. Il s'agit d'une synthèse des différentes discussions et positions adoptées par les sénateurs qui souhaitent élaborer une proposition de loi en concertation avec ma cellule stratégique.

Ma proposition tend en outre à tenir compte au maximum des possibilités organisationnelles et budgétaires. Ce test de faisabilité constitue une exigence découlant de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui dispose que les droits accordés doivent être pratiques ("*practical*") et effectifs ("*effective*"). Par ailleurs, le texte anticipe également la législation européenne future sur le droit à l'information concernant les droits accordés dans le cadre de la procédure pénale.

Le projet Salduz est le premier point à l'ordre du jour de la commission de la Justice du Sénat demain. Nous sommes en pleins préparatifs et espérons obtenir des résultats le plus rapidement possible.

Je voudrais par ailleurs aussi exposer clairement les implications financières de la législation. Il est question de 30 millions d'euros de frais supplémentaires; ce montant ne figure pas dans le budget. Nous nous efforçons de vérifier par le biais d'échantillons de combien de dossiers il s'agit. Nous préparons en tout cas activement ce débat.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V): La présidente peut-elle prendre contact avec son homologue du Sénat pour que nous puissions nous concerter le plus rapidement possible sur un accord éventuel? À défaut d'un tel accord et puisqu'il s'agit d'un dossier urgent, le ministre peut tout de même proposer un projet. Je ne manquerai pas de le soutenir.

Le budget constitue une question épineuse. Je me rallie à la suggestion de M. Terwingen d'augmenter le droit de rôle et de transférer les budgets prévus à cet effet au projet Salduz. Le contribuable ne peut bien entendu pas être le seul à contribuer.

10.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'aide juridique de deuxième ligne doit y être associée d'une manière ou d'une autre. La question est bien sûr de savoir comment le Parlement l'organisera. Une proposition de loi n'avait-elle pas été déposée à ce sujet?

La **présidente**: La commission attend les conclusions du Sénat et l'accord qui sera conclu. Je prendrai contact avec Mme Defraigne, de la commission de la Justice du Sénat.

10.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Notre position est connue, nous sommes favorables au transfert aux Régions de l'assistance juridique de première et de deuxième ligne.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de l'Intérieur sur "l'afflux de nouveaux citoyens de l'UE vers certaines villes" (n° 2102)

11.01 Karin Temmerman (sp.a): L'afflux de citoyens européens fait peser un poids énorme sur les villes belges dans les domaines de l'enseignement, des soins de santé, du logement, de l'aide et de la cohésion sociale. Chaque niveau de pouvoir a certes ses responsabilités, mais l'Europe, n'ayant pas réussi à faire suivre l'Europe économique d'une Europe sociale, porte la plus grande part de responsabilité en la matière.

De nombreuses personnes se retrouvent dans notre pays dans des réseaux douteux et il serait souhaitable que le ministre et ses collègues définissent une approche concrète pour contrer ces pratiques.

Le gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures contre la mendicité organisée, d'une part, et contre la mendicité en compagnie d'enfants, d'autre part? Les villes seront-elles associées à cette démarche?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'afflux dans les villes est une question qui m'intéresse également et qu'il conviendra de gérer au niveau des villes, ainsi qu'aux niveaux flamand, fédéral et européen. Il faut mettre en œuvre une approche qui soit à la fois sociale et efficace. Les questions d'asile et de migration doivent également être prises en considération. J'estime pour ma part que les villes devraient se concerter et définir ensemble une approche intégrale.

Le trafic d'êtres humains et la mendicité relèvent du pénal et il est évident que nous devons nous pencher sur ces dossiers. Le Collège des procureurs généraux doit élaborer une politique pénale. Les parquets devraient pouvoir être mobilisés. De nombreuses initiatives concernant la mendicité et le trafic d'êtres humains existent déjà.

On y travaille assidûment en Europe et la mise en place d'une nouvelle directive relative à la traite des êtres humains qui actualise considérablement le dossier constitue l'un des grands mérites de la présidence européenne.

Je dispose aussi d'un texte de l'auditorat général de Liège, qui consacre à cette matière une attention particulière. Le texte est partiellement en français et la traduction n'est pas encore prête.

(*En français*) Les parquets sont attentifs au problème de l'exploitation de la mendicité. Entre 2006 et 2009, 32 dossiers ont été ouverts pour traite d'êtres humains par exploitation de la mendicité. Mais ces statistiques ne permettent pas de savoir s'ils impliquaient des mineurs.

Ceci dit, la mendicité des mineurs est un problème complexe. La Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) a publié plusieurs études dont il ressort que les mineurs mendiants sont pour la plupart accompagnés de leurs parents et souvent d'origine rom. Étant donné que ces familles sont souvent en séjour irrégulier, elles craignent l'expulsion. Elles restent donc groupées de peur d'être séparées de leurs enfants, avec pour conséquence que, bien souvent, les enfants mendient avec leurs parents.

(En néerlandais) Je possède les références de cette étude.

(En français) Plusieurs acteurs de terrain préconisent d'aider les familles à scolariser leurs enfants plutôt que de développer une approche pénale. Les recherches ont indiqué qu'il y a peu de cas de réseaux exploitant des enfants dans le cadre de la mendicité.

La directive de 2007 relative à la lutte contre la traite des êtres humains invite à prêter une attention particulière aux situations d'exploitation de mineurs.

La circulaire de 2008 relative à la mise en œuvre d'une coopération multidisciplinaire concernant les victimes de la traite des êtres humains comprend des dispositions relatives aux MENA.

Différents événements relatifs à la traite des êtres humains ont été organisés au cours de la présidence belge.

(En néerlandais) Lors d'un exposé relatif à une *Joint Investigation Team* (JIT) entre le Royaume-Uni et la Roumanie prononcé à l'occasion de l'*European Anti-Trafficking Day* d'octobre 2010, il a été dit que des enfants roms ont été recrutés en Roumanie par des bandes pour mendier et commettre des actes de petite délinquance au Royaume-Uni. Les enfants sont devenus victimes de la traite des êtres humains. Ces cas ont pu être traités et résolus en étroite concertation avec Europol et Eurojust.

(En français) Ces phénomènes nous interpellent. Des démarches seront mises en œuvre dans ce domaine. On verra notamment si des adaptations doivent être apportées à la directive. Un questionnaire est préparé au bureau de la cellule interdépartementale de lutte contre la traite des êtres humains sur la situation des mineurs victimes. Et le réseau d'expertise "traite des êtres humains" du Collège des procureurs généraux débattrait d'initiatives nouvelles. Cette question est une priorité suite à la nouvelle directive européenne en la matière.

(En néerlandais) Bien que nous ne possédions pas un grand nombre de dossiers dûment ficelés, il s'agit bien d'une priorité. Nous devons nous prémunir contre les actes de délinquance et d'incivilités en milieu urbain commis par des jeunes, contre la traite des êtres humains et contre la combinaison des deux. Des études montrent que la traite des êtres humains prend des formes toujours nouvelles. Nous devrions organiser des formations et prendre des initiatives spécifiques avec les villes et leurs corps de police afin d'expliquer aux autorités et aux polices locales le *modus operandi* de la traite des êtres humains. Je suis disposé à y collaborer.

11.03 Karin Temmerman (sp.a): Il est utile que les villes se réunissent. Toutefois, elles ne pourront qu'appliquer les lois actuellement en vigueur. Il faudra des initiatives au niveau des autorités flamande et fédérale.

Il est fréquent aussi que des adultes soient contraints de faire la manche, mais ils n'osent pas s'en ouvrir à la police. En tout cas, ce phénomène va en s'amplifiant et nous devons y apporter une réponse.

L'incident est clos.

La **présidente**: Nous sommes ainsi arrivés à la dernière question. MM. Maingain et Brotcorne ont fait savoir qu'ils ne pouvaient être présents.

12 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'incident survenu entre un juge d'instruction et le personnel de la prison de Saint-Gilles" (n° 2108)**

- Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "l'incident survenu à la prison de Saint-Gilles" (n° 2129)

12.01 Sophie De Wit (N-VA): Le dimanche 16 janvier 2011, un incident pour le moins étonnant s'est produit à la prison de Saint-Gilles. L'interdiction faite à un juge d'instruction de garer son véhicule dans la cour intérieure de la prison a débouché sur une discussion animée avec un portier, le chef surveillant et la directrice de la prison. Le juge d'instruction a finalement décidé de faire arrêter ces trois personnes par la police pour obstruction à l'enquête. Cet incident a immédiatement entraîné une grève des gardiens, qui n'a pris fin qu'après la libération des trois personnes. Nous lisons dans la presse que tant le directeur général des Établissements pénitentiaires que le ministre ont été informés de ces événements et qu'un rapport circonstancié a été rédigé.

Comment se sont déroulés précisément les événements? Comment le ministre évalue-t-il cet incident? Quel rôle le directeur général des Établissements pénitentiaires a-t-il joué? Le ministre ou son cabinet ont-ils été impliqués dans cet incident? Sur quelle base les trois personnes ont-elles été arrêtées? S'agit-il d'un cas de détention illégale? Pourquoi ont-elles été amenées à Zaventem? Les syndicats de la prison estiment que cet incident ne peut rester sans suites et exigent que des mesures soient prises. Quelles démarches le ministre va-t-il entreprendre?

Les syndicats estiment que les juges d'instruction ont trop de pouvoir et se placent parfois au-dessus de la loi. Ils parlent d'abus de pouvoir. Le ministre partage-t-il cet avis?

12.02 Sonja Becq (CD&V): Par le fait du hasard, je me suis rendue à la prison de Saint-Gilles vendredi midi. J'ai respecté l'ensemble de la procédure de contrôle avant d'être autorisée à accéder à la prison et cette procédure n'a pas pris beaucoup de temps. Je me suis entretenue avec la nouvelle directrice de la prison qui souhaite mener une bonne politique pénitentiaire, en tenant compte des droits des détenus et du personnel et en appliquant correctement la réglementation.

Je me suis informée incidemment des relations avec les avocats et les juges d'instruction qui pénètrent dans la prison. Il ne se pose apparemment aucun problème, hormis quelques discussions. À mon départ, il y a bien eu quelques brèves discussions avec des détenus qui refusaient de réintégrer leur cellule mais la direction a rapidement réussi à les convaincre d'obtempérer.

Est-il courant que les juges accèdent directement à l'enceinte intérieure des prisons à bord de leur véhicule de fonction sans devoir respecter l'ensemble de la procédure de sécurité? Toutes les prisons appliquent-elles intégralement cette pratique? Des incidents similaires sont-ils survenus par le passé? Comment est-il possible qu'un juge d'instruction puisse arrêter des membres du personnel pénitentiaire et les emmener pour les entendre, simplement parce qu'ils appliquent le règlement à la lettre?

12.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose pas encore d'un dossier complet. Je vous communique donc la réponse suivante sous réserve.

Voici les faits: le dimanche 16 janvier 2011, vers 16 heures, le juge d'instruction De Troy veut pénétrer dans la cour intérieure de la prison de Saint-Gilles à bord de son véhicule personnel. Le portier, qui a pris l'avis de son chef de service responsable et de la directrice, lui indique qu'il est interdit de pénétrer dans la cour intérieure de la prison à bord d'un véhicule personnel. Contact est pris avec le directeur régional et le directeur général. Tous deux confirment l'interdiction.

M. De Troy reproche au personnel une entrave à l'exercice de sa fonction. Les membres du personnel lui répondent que, comme quiconque, il peut accéder à la prison après s'être soumis aux procédures de contrôle habituelles. Le juge d'instruction refuse de passer par le portique de détection et les rayons X. La directrice de service explique que la procédure s'applique à tous et qu'aucune exception ne peut être accordée.

Le juge d'instruction s'en va puis revient accompagné de la police et d'un véhicule de police avec lequel il est cette fois autorisé à pénétrer dans la cour intérieure mais comme il refuse de se soumettre au contrôle du détecteur de métaux, l'accès à l'enceinte de la prison lui est de nouveau refusé. Au terme d'une nouvelle discussion avec la directrice, le juge De Troy l'informe qu'à partir de cet instant, elle est officiellement privée de sa liberté de même que le portier et le responsable de l'accès à la prison. Les trois membres du personnel

sont emmenés dans les locaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, police judiciaire fédérale de Asse dont la compétence territoriale s'étend à Zaventem. Le fait que ce soit cette section-là de la police judiciaire qui est intervenue est lié à la raison pour laquelle le juge De Troy s'est rendu à la prison de Saint-Gilles. Un trafiquant de drogue avait en effet été arrêté à Zaventem et la procédure exigeait que cette personne soit transférée à l'infirmerie de cette prison pour être entendue par le juge d'instruction.

La directrice et les deux autres agents pénitentiaires arrêtés ont alors été entendus dans les locaux de la police, à la requête du juge De Troy. Je ne puis vous dire sur quoi leur arrestation était basée avant d'avoir reçu les procès-verbaux. J'attends également le rapport du procureur général.

Afin d'éviter toute escalade, la chef d'établissement a décidé après s'être concertée avec le directeur général des Établissements pénitentiaires d'autoriser le juge De Troy à accéder à la prison.

Entre-temps, le personnel de Saint-Gilles avait entamé une action et était passé au régime de nuit. Après que le juge d'instruction eut accompli ses devoirs, le personnel l'a laissé quitter la prison. À 20 h 45, la directrice et ses deux collaborateurs ont été remis en liberté sur ordre du juge De Troy puis ramenés à la prison. Quant au personnel, il a repris le travail aux alentours de 21 h 30.

L'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires constitue la base légale en la matière. L'article 5*bis* dispose que toute personne pénétrant dans l'enceinte d'un établissement est tenue de passer sous un portique détecteur de métaux et de se soumettre aux autres moyens de contrôle nécessaires à la sécurité. L'article 139 dispose que dans tous les cas non prévus par le règlement, le directeur de prison prend les mesures que les circonstances et la prudence lui suggèrent. Il a également l'obligation d'en informer immédiatement le ministre. Ma cellule stratégique a effectivement été informée au cours de la soirée même.

Outre l'arrêté royal de 1965, la circulaire du 19 avril 2001 est, elle aussi, très claire à propos du contrôle de l'accès à la prison. La règle générale prévoit que chaque visiteur est enregistré et contrôlé et que le directeur refuse l'accès aux personnes qui n'acceptent pas de se soumettre au contrôle. La circulaire énonce explicitement que les services de police et les services judiciaires sont également tenus de se soumettre à un contrôle aux rayons X et à la détection de métaux. Le personnel a donc correctement appliqué l'arrêté royal et la circulaire.

Les textes ne comportent aucune mention spécifique en ce qui concerne l'accès des véhicules mais il est logique qu'un véhicule ne soit pas autorisé alors qu'il n'a pas été annoncé. La cour intérieure de la prison n'est pas un parking. Il n'y avait pas de circonstances exceptionnelles ni de raisons exigeant d'entrer avec un véhicule. Le juge d'instruction De Troy pouvait entrer normalement.

Toutefois, j'attends encore le rapport complémentaire du procureur général. Je déciderai sur cette base de l'attitude à adopter dans ce dossier. Si les procès-verbaux que j'attends confirment la version actuelle des faits, la réaction du juge d'instruction était excessive. Les règles d'accès aux prisons ne posent pas de problèmes à la plupart des magistrats. Au contraire, ils y sont favorables parce qu'elles contribuent à la sécurité. Si trois évasions seulement se sont produites en 2010, c'est d'ailleurs grâce à nos mesures et à leur stricte observation.

Je ne commenterai pas les déclarations du président du tribunal de première instance de Bruxelles.

Les membres du personnel concernés étaient sous le choc à la suite de l'incident. Je prends ce dossier très au sérieux car les règles doivent être respectées. J'attends que le dossier soit complet avant de prendre d'autres décisions.

12.04 Sophie De Wit (N-VA): Les juges d'instruction et les collaborateurs pénitentiaires font partie de la Justice et devraient servir à peu près les mêmes intérêts. Dans l'état actuel du dossier, les intéressés ont été privés de liberté pour avoir respecté le règlement. L'affaire est donc pour le moins étrange. Même la direction ne peut pas se garer dans l'enceinte de la prison. On n'entre pas dans un parc d'attractions.

Quand le ministre sera-t-il en possession de l'ensemble des procès-verbaux et des rapports?

12.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je dispose déjà du texte partiel mais je veux disposer de l'intégralité du texte. Le dossier doit être clôturé rapidement.

12.06 Sophie De Wit (N-VA): C'est également mon avis. Les gardiens de prison doivent également oublier l'incident au plus vite. Le dossier ne doit pas laisser de trace trop longtemps.

12.07 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La nouvelle directrice a été désignée pour remettre les pendules à l'heure et s'acquitter bien de sa mission. Elle applique les règlements de façon rigoureuse, ce qui n'a peut-être pas toujours été le cas de ses prédécesseurs. Ce n'est toutefois pas une excuse.

12.08 Sophie De Wit (N-VA): J'ai été soumise à une fouille corporelle approfondie à plus d'une reprise dans cette prison. Les règles sont strictement appliquées et j'imagine que cela peut irriter des personnes pressées. Il n'empêche que les contrôles sont justifiés et que la prison est destinée à protéger la société.

Nous attendrons les rapports avant de déterminer dans quelle mesure des limites ont été transgressées.

12.09 Sonja Becq (CD&V): Je regrette l'impact de cet incident sur la réputation de la Justice. Le juge d'instruction est revenu à bord d'un véhicule de police et a poursuivi la discussion. Il serait entré plus rapidement s'il s'était conformé aux instructions.

A-t-il contraint la directrice, qui a fini par céder, à commettre des faits illicites?

Dès que le ministre disposera de plus amples informations sur cette enquête, tous les éléments devront être considérés dans le cadre de la procédure disciplinaire. Les déclarations du président du tribunal de première instance devront éventuellement être soumises à ses supérieurs. Je préconise une procédure disciplinaire indépendante, dans le cadre de laquelle nul ne doit être amené à juger ses pairs.

12.10 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je me réjouis de constater que l'on souhaite la mise en place rapide du nouveau droit disciplinaire. Les textes d'une législation disciplinaire entièrement revue sont presque prêts.

La **présidente**: Nous devons à l'occasion partir en retraite pour y réfléchir.

12.11 Servais Verherstraeten (CD&V): Dans ce cas, et au vu de leurs actes des dernières semaines, certains magistrats aussi feraient mieux de se retirer, et je ne songe pas uniquement au juge d'instruction De Troy.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 16.

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur en voorgezeten door mevrouw Jacqueline Galant.

01 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Justitie over "de zeer uiteenlopende vonnissen tussen verschillende gerechtelijke arrondissementen in verband met het verkrijgen van de Belgische nationaliteit" (nr. 1829)

01.01 Jacqueline Galant (MR): De commissie voor de Naturalisaties wil weten of uw departement actie kan ondernemen om de rechtbanken ertoe aan te zetten alle dossiers in verband met naturalisatieaanvragen op een eenvormige manier te analyseren, teneinde shoppen te voorkomen. Kandidaat-Belgen gaan bij verscheidene parketten langs om te kijken waar ze het makkelijkst de Belgische nationaliteit kunnen verkrijgen.

Wij willen dat die eenvormigheid geldt voor alle procedures voor de nationaliteitsverwerving.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

01.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Bij een omzendbrief van 24 mei 2007 werden verscheidene bepalingen van het Wetboek van de Belgische nationaliteit gewijzigd. Het standaardinlichtingenformulier werd opgesteld na een interpellatie door de voorzitter van de Kamercommissie voor de Naturalisaties, die de vinger had gelegd op het gebrek aan eenvormigheid.

Dankzij een omzendbrief van 1 oktober 2009 betreffende de schijnhuwelijken verlopen de contacten tussen de parketten en de Dienst Vreemdelingenzaken nu efficiënter.

U wijst erop dat kandidaat-Belgen aan *forum shopping* doen en dat er een heuse carrousel op gang is gekomen tussen de steden. U zal me toch moeten zeggen om welke steden en arrondissementen het gaat. Zo kunnen we tijd winnen. Het College heeft alle procureurs des Konings die vraag al gesteld, maar deze procedure zal enige tijd in beslag nemen. Ik stel voor dat ik u een schriftelijk antwoord bezorg zodra ik over alle antwoorden beschik.

Ik ben bereid duidelijk vastgestelde problemen met het College van procureurs-generaal op te nemen.

Artikel 24*bis* van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalt dat de minister van Justitie de richtlijnen vastlegt met betrekking tot de wijze waarop het parket bij de rechtbank van eerste aanleg het onderzoek verricht met het oog op het verlenen van een advies zoals bepaald in deze wet, nadat hij het advies heeft ingewonnen van het College van procureurs-generaal. Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie en moeten uniform worden toegepast. Voor de opdrachten die vervuld moeten worden teneinde de procureur des Konings in staat te stellen de vereiste adviezen te verstrekken, zijn de politiediensten onderworpen aan zijn gezag. Het College van procureurs-generaal houdt toezicht op de wijze waarop de parketten de opdrachten uitvoeren.

De richtlijnen zijn niet bindend voor de zittende magistratuur, die onafhankelijk is.

01.03 **Jacqueline Galant** (MR): Een vluchtmisdrijf met behoorlijk dramatische gevolgen werd door het parket van Charleroi niet als zware overtreding aangemerkt; het parket van Antwerpen was de tegenovergestelde mening toegedaan. Dat is onaanvaardbaar.

Vanmiddag zijn we het eens geworden over de herziening van de interne criteria die de commissie hanteert voor de naturalisaties. Ik ben van plan contact op te nemen met het College van procureurs-generaal teneinde hun die nieuwe criteria voor te leggen en dienaangaande om een uniforme analyse te vragen, en uw departement zal ik vragen hetzelfde te doen. Een eenvormige behandeling door alle parketten is absoluut nodig, want momenteel is het zo dat wie bij het ene parket zijn zin niet krijgt, daar bij een ander parket wél in slaagt.

01.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Als de criteria worden bijgesteld en er nieuwe adviezen worden gevraagd, zou ik dat zo snel mogelijk willen vernemen.

01.05 **Jacqueline Galant** (MR): We zouden ook samen om de tafel kunnen gaan zitten om dit te bespreken!

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Justitie over "de aanpassing van de verkeersboetes in functie van het inkomen" (nr. 1830)**

02.01 **Jacqueline Galant** (MR): De procureur des Konings te Bergen, de heer Henry, verklaarde onlangs dat de verkeersboetes moesten worden aangepast aan het inkomen van de overtreder. Ik vind dat schandalig, want de brave hardwerkende belastingbetaler zal in dat geval meer moeten betalen dan wie niet werkt en van een uitkering leeft.

Bent u van plan om de wet te wijzigen in overeenstemming met wat de procureur des Konings voorstelt?

02.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Deze kwestie werd al meermaals in het Parlement besproken. Ik heb er zelf een studie over gemaakt. De basisidee erachter is dat het rechtvaardiger is dat wie veel geld heeft

meer betaalt dan wie armlastig is. Dat is echter moeilijk toe te passen in de praktijk, en het zou zorgen voor een bijkomende werklust. Er rijst ook een andere vraag: zijn de aangegeven inkomsten wel correct aangegeven, of zijn er misschien inkomsten die niet correct berekend werden? Daarover zal er altijd discussie zijn. Dergelijke systemen worden in verscheidene landen gehanteerd, maar er zijn veel problemen met de toepassing ervan. In België bepaalt artikel 163 van het Wetboek van strafvordering dat de rechter, indien hij veroordeelt tot een geldboete, bij het bepalen van het bedrag rekening houdt met de elementen die door de beklaagde worden ingeroepen met betrekking tot zijn sociale toestand. De rechter kan een geldboete uitspreken beneden het wettelijk minimum van de boete indien de overtreder om het even welk document voorlegt dat zijn precare financiële toestand bewijst.

Wie dezelfde overtreding begaat, betaalt dezelfde boete, maar de magistraat kan rekening houden met mogelijke financiële problemen van de overtreder.

Maar dit is een periode van lopende zaken; het is echter niet het moment voor een omstandig debat over dit onderwerp.

02.03 **Jacqueline Galant** (MR): Het beginsel dat iedereen gelijk is voor de wet, zou hier ter discussie gesteld worden. Zo zou men een verkeerd signaal kunnen afgeven.

02.04 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): De discussie over sociale argumenten tegenover ongelijkheid duikt steeds weer op.

(Frans) De Belgische oplossing biedt de magistraten de mogelijkheid de boete te verlagen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de indexering van de rechtsplegingsvergoeding" (nr. 1898)**

03.01 **Sonja Becq** (CD&V): De tarieven van de rechtsplegingsvergoeding worden volgens het KB aangepast zodra het laatste indexcijfer met tien punten overschreden wordt. De minimum- en maximumbedragen bedoeld in artikel 2 tot 4 van dat KB worden dan met 10 procent vermeerderd of verminderd.

Gebeurt de aanpassing alleen op de maximum- en minimumtarieven van de rechtsplegingsvergoeding of worden ook de waarde van de vordering en de schijven gewijzigd? Hoe wordt dat aan de magistraten, aan de sector meegedeeld?

03.02 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): De verhoging geldt alleen voor de rechtsplegingsvergoeding zelf en niet voor de bedragen op basis waarvan die rechtsplegingsvergoeding wordt berekend. Het komt de rechter toe om de indexatie toe te passen. Op grond van het verbod om uitspraak te doen *ultra petita* kan de rechter de verliezende partij evenwel niet veroordelen tot het geïndexeerde bedrag als de indexatie niet gevorderd wordt door de partij die in het gelijk wordt gesteld.

De drempel van tien punten is momenteel nog niet bereikt en het is niet te voorspellen wanneer dat wel zo zal zijn. De publicatie van de nieuwe index wordt rond 27 januari verwacht.

03.03 **Sonja Becq** (CD&V): Ik noteer dat de verhoging door de betrokken partij moet worden gevorderd.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de herhuisvesting van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC)" (nr. 1912)**

04.01 **Sonja Becq** (CD&V): Het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) is momenteel gevestigd in Neder-over-Heembeek in een gebouw dat totaal niet meer aan de hedendaagse normen voldoet.

Is het juist dat – ondanks de beslissing van de ministerraad van juli 2009 – de Regie der Gebouwen nog altijd

geen studiebureau heeft aangesteld? Heeft de moeilijke huisvesting implicaties voor het forensisch onderzoek? Wat kan de minister hieraan doen in een periode van lopende zaken? Ik meen dat dit onder de dringende zaken valt.

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het hoogtechnologisch onderzoek dient binnen een aangepaste infrastructuur te gebeuren. Temperatuurregulatie en de bescherming van het bewijsmateriaal tegen externe invloeden van stof en vuil zijn van primordiaal belang. Het NICC heeft heel veel kennis en vaardigheid. Tot nu toe is het altijd gelukt om te voldoen aan de ISO-normen, ongeacht een aantal onderliggende problemen op het vlak van de infrastructuur.

De Regie der Gebouwen werkt een definitieve oplossing uit voor een aangepaste huisvesting. Dankzij de aanstelling van een gespecialiseerd studiebureau zou er in principe tegen eind april 2011 een oplossing moeten komen. De zoektocht naar het juiste gebouw is in volle voorbereiding. Er wordt een bevraging gedaan op de kantorenmarkt in Brussel om te kijken wat specifiek voor het NICC nuttig kan zijn als gebouw. Het NICC voldoet intussen nog steeds aan de ISO-normen en blijft dus zijn taak naar behoren vervullen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de duur van de beroepsprocedure tegen een overheidsbeslissing omtrent de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden" (nr. 2075)**

05.01 **Sonja Becq** (CD&V): Een beroepsprocedure tegen een overheidsbeslissing over de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden duurt gemiddeld 18,8 maanden. Dat is erg lang voor mensen met een handicap en een laag inkomen. Er wordt niet vaak beroep aangetekend – 566 keer op 83.000 beslissingen – maar het is dikwijls wel terecht: in 60 procent van de gevallen wordt in het voordeel van de procederende geoordeeld en wordt de tegemoetkoming verhoogd.

Waarom duurt de behandeling zo lang? Hoe kan dit worden verbeterd? Zijn er verschillen naargelang van de aard van het aan de arbeidsrechtbank voorgelegde geschil?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het College van procureurs-generaal heeft mij een aantal zaken meegedeeld. Zo is er een verschil in de tijd die een administratie zichzelf toebedeelt vooraleer het dossier door te sturen. De dienst Gehandicapten van de FOD Sociale Zekerheid zou bijvoorbeeld meer tijd nemen dan andere administraties.

Vertragingen kunnen ook het gevolg zijn van expertises. Een expert doet er gemiddeld zes tot acht maanden over vooraleer hij zijn rapport indient, en dan is er nog eens een maand of twee, drie nodig om het rapport te bestuderen.

In bepaalde rechtbanken zou ook de collectieve schuldregeling een versturende factor zijn geweest, maar er zijn maatregelen genomen om dat te verhelpen. Dat probleem zou nu niet meer mogen bestaan.

Het aantal dossiers in de sociale zekerheid in het algemeen zou ook zijn gestegen. Daarnaast is er, zoals overal, in sommige gevallen sprake van proceduremisbruik.

De expertises zijn echter de hoofdoorzaak van de vertragingen. De expertiseperiodes moeten worden ingekort. Op dat vlak zou een initiatief kunnen worden genomen.

Staatssecretaris Delizée heeft eerder al cijfermateriaal over deze materie bezorgd.

05.03 **Sonja Becq** (CD&V): Hoewel de minister zegt dat het aantal zaken in de sociale zekerheid stijgt, blijkt uit de cijfers die ik van de heer Delizée kreeg, dat het aantal zaken over de tegemoetkoming aan bejaarden net daalt.

Als men de termijn van de expertise aftrekt, blijft de behandelingstermijn nog een jaar. Dat lijkt me nodeloos lang.

Wat is in het algemeen de doorlooptijd van zaken die voor de arbeidsrechtbank komen?

05.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het zal pas mogelijk zijn de doorlooptijd van alle zaken goed op te volgen als het Cheopsmodel ook bij de arbeidsrechtbank operationeel zal zijn. We zijn nu nog bezig met de politierechtbanken, daarna komt de schuldbemiddeling en dan volgen de arbeidsrechtbanken en het arbeidsauditoraat.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Justitie over "de moeizame samenwerking tussen bepaalde gsm-operatoren en de gerechtelijke autoriteiten in het kader van gerechtelijke onderzoeken" (nr. 2076)**

06.01 **Franco Seminara** (PS): Bij de wet van 28 november 2000 inzake informaticacriminaliteit wordt de samenwerking versterkt tussen de operatoren van de telecommunicatienetwerken en de onderzoeksrechters en de procureurs des Konings (artikel 88^{quater} van het Wetboek van strafvordering). In de praktijk moet men blijkbaar echter vaak maandenlang wachten op gegevens, die in sommige gevallen nooit verstrekt worden.

Welke maatregelen heeft u genomen of zal u nemen om die samenwerking te versterken?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Volgens de wet van 28 november 2000 inzake informaticacriminaliteit en het bij deze wet ingevoegde artikel 88^{quater} van het Wetboek van strafvordering zijn de personen van wie de onderzoeksrechter vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van het informaticasysteem dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking of van diensten om gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, te beveiligen of te versleutelen, inderdaad wettelijk verplicht mee te werken aan het onderzoek.

Naar aanleiding van de weigering van sommige operatoren om hun medewerking te verlenen heeft het College van procureurs-generaal op 17 december 2009 een omzendbrief uitgevaardigd die een richtsnoer met betrekking tot de overtredingen en de verplichtingen bevat en die ertoe strekt het probleem van de niet-verstrekking van informatie op te lossen.

Een voorlopige analyse heeft aangetoond dat vooral een welbepaalde operator zijn medewerkingsplicht verzaakt. Op 23 december 2010 heeft die operator de CTIF van de federale politie laten weten dat "de problemen zouden worden opgelost".

Het koninklijk besluit van 9 januari 2003 werd bijgewerkt. Het werd goedgekeurd door de ministerraad op 17 december 2010 en wordt momenteel door de Raad van State onder de loop genomen. Dankzij dat koninklijk besluit zullen de gerechtskosten voor telefonie met 30 procent kunnen worden teruggebracht, aldus een studie van het BIPT.

Er werd een vaste werkgroep opgericht bij het BIPT, die zich ertoe verbonden heeft een kostenmodel uit te werken voor een efficiënte operator. Dat is de doelstelling die bereikt zou moeten worden na een procedure die op 31 december zal ingaan.

Er bestaat een Europese richtlijn die dit alles regelt, en waaraan wij ons in principe in ons nationale recht moeten houden. De samenwerking wordt geactualiseerd bij een nieuw koninklijk besluit, dat in december 2010 werd bekrachtigd.

06.03 **Franco Seminara** (PS): Ik hoop dat het advies van de Raad van State spoedig beschikbaar zal zijn.

06.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Mij dunkt dat het koninklijk besluit in februari kan worden gepubliceerd.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de ontmoeting tussen de minister en de verantwoordelijken van de politiezone Basse-Meuse naar aanleiding van het sociale conflict in de**

strafinrichting van Lantin in december en januari" (nr. 2079)

07.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Het verzekeren van de continuïteit van de openbare dienst in de gevangenis van Lantin zorgt bij de politiezone Basse-Meuse voor een aanzienlijke werklast (14.000 uren sinds 2002, met een kostenplaatje van 500.000 euro).

Uw ontmoeting met de zonale overheden zou hebben geleid tot een protocol met het oog op een betere verdeling van de inspanningen tussen de zonale en de federale politie.

Wat houdt deze verdeling in? Gaat het om specifieke maatregelen of is het uw bedoeling de maatregelen uit te breiden tot andere zones? Wat was het doel van uw bezoek?

07.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De zone Basse-Meuse wilde dat dit overleg plaatsvond. De provinciegouverneur, het parket-generaal te Luik, de procureur des Konings, de vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen en de directeur-coördinator (DirCo) van het arrondissement Luik en de zone Basse-Meuse hebben hieraan deelgenomen. Er werd overlegd over de problemen die de dwingende richtlijnen MFO-1 en -2 meebrengen en over het verkrijgen van bijkomende financiële compensaties bij stakingen.

De DirCo verklaarde zich bereid om te onderhandelen over meer federale steun en herhaalde dat de wettelijke verplichtingen worden nagekomen, dat de akkoorden niet mogen worden gewijzigd tijdens een conflict en dat er op lokaal vlak over een protocol moet worden onderhandeld zonder repercussies op nationaal niveau. De gouverneur zal een werkgroep oprichten die een solidariteitsprotocol moet opstellen op het provinciale niveau, waarover ik een recht van controle heb. De KUL-norm en de bijkomende dotaties kwamen ook aan bod. Als de normen zouden worden herzien, zou dat voor alle zones gebeuren. Maar dat laat de financiële toestand niet toe.

De bindende richtlijn MFO-2 voorziet reeds in een solidariteitsmechanisme tussen de politiezones. Het protocolakkoord is van toepassing op het lokale niveau. Ik ben bereid om de herziening van de huidige normen te bespreken, maar vraag wel dat de politie intussen haar verplichtingen in acht neemt.

De DirCo krijgt voortaan een belangrijkere taak, want hij is het best geplaatst om de coördinatie te organiseren tussen de politiekorpsen wanneer er een beroep wordt gedaan op hun solidariteit.

Tot zover enkele punten die in het debat aan bod komen. Het is aan de gouverneur om dit dossier op te volgen. Het bezoek verliep in een goede sfeer.

Jaar na jaar rijzen er problemen in januari en wordt er een protocol opgesteld. Het belangrijkste is dat het tot een akkoord kwam met de vakbonden over Lantin.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de Europese vennootschap (SE)" (nr. 1939)

08.01 **Peter Dedecker** (N-VA): De Europese vennootschap is een vennootschapsvorm die in 2004 in ons land werd ingevoerd. Het succes ervan verschilt van land tot land: in België zijn er slechts een tiental, in Duitsland 130. Deze vennootschapsvorm werd onlangs voor het eerst geëvalueerd op Europees niveau.

Weten de diensten van de minister welke ondernemingen in ons land deze vorm hebben aangenomen en waarom? Waarom hebben zo weinig van deze vennootschappen een zetel in België?

Uit het evaluatierapport blijkt dat de administratieve rompslomp om een bestaande vennootschap om te zetten in een Europese vennootschap een van de grootste hinderpalen is.

Zal de regering dit vereenvoudigen? Een van de grote voordelen is de relatief eenvoudige wijze om de

maatschappelijke zetel van het ene Europese land naar het andere te verhuizen. Hebben wij een promotiestrategie om Europese vennootschappen hier te houden en om de verhuizing van de maatschappelijke zetel naar ons land aantrekkelijk te maken?

08.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Mijn diensten hebben hier geen precies zicht op. Het imago van de Europese vennootschap is aantrekkelijk, maar toch breekt deze vennootschapsvorm, ondanks de vele voordelen die hij biedt, niet fundamenteel door.

De Europese vennootschap zou echter door de strengere oprichtingsvoorwaarden als minder aantrekkelijk worden gezien dan de naamloze en klassieke vennootschap. In Duitsland en Tsjechië is wel een aanzienlijk aantal Europese vennootschappen opgericht, omdat privébedrijven zich hebben toegelegd op het verlenen van advies en bijstand bij de oprichting. Misschien moeten we ook in België dergelijke initiatieven overwegen.

Artikel 2 en artikel 37 van de Europese verordening regelen de omzetting van een naamloze naar een Europese vennootschap. Wij kunnen het initiatief niet nemen om deze regels te wijzigen. De Europese Commissie zou wel een initiatief kunnen nemen, maar dit ligt in heel wat landen heel gevoelig. Ik heb tijdens het Europees voorzitterschap bijvoorbeeld geprobeerd om de kleinere, Europese vennootschap er als structuur door te krijgen en toepasselijker te maken.

Tot vandaag brengt deze structuur geen veranderd investeringsklimaat met zich. We moeten de departementen Economie en Financiën en de Gewesten raadplegen om te weten of dit alles een impact heeft op het ondernemersklimaat, maar ik ben in principe wel een voorstander van deze vennootschapsvorm. Ik roep daarom op tot het maken van meer promotie voor deze Europese structuur.

08.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Advies en begeleiding naar Duits en Tsjechisch voorbeeld zouden ook in ons land zeker positief zijn. Het is wel gek dat we niet over cijfers kunnen beschikken.

08.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Europa registreert dit.

08.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Heeft de minister geen toegang tot de cijfers van Europa?

08.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik zal ze opvragen bij Europa en aan de commissie bezorgen. Deze cijfers interesseren ook mij.

08.07 **Peter Dedecker** (N-VA): Ik dank de minister voor zijn initiatief.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de twee extra vrijgestelde vaste afgevaardigden voor de vakbonden" (nr. 2088)**

09.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Naar aanleiding van het protocol nr. 353 van 22 april 2010 hebben drie representatieve vakbonden in sector III elk twee extra vrijgestelde vaste afgevaardigden gekregen. Volgens de vakbonden was dit eigenlijk een compensatie voor het ondertekenen van het protocol nr. 351, het zogenaamde stakingsprotocol. Dit werd nadien bekrachtigd door een ministerieel besluit, terwijl dit strikt genomen door een KB diende te gebeuren.

Op welke wettelijke basis berust dit? Heeft men de nodige adviezen ingewonnen? Zijn er vakbonden die voor deze vrijstellingen niet in aanmerking kwamen? Hoe werd hierover gecommuniceerd? Heeft de minister klachten ontvangen? Hoe werd daaraan gevolg gegeven?

09.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het ministerieel besluit van 3 mei 2010 is gebaseerd op de wet van 19 december 1974, het KB van 28 september 1984 en het KB van 20 april 1999, die alle de relaties tussen de overheid en de vakbonden behandelen.

Het protocolakkoord nr. 351 van 19 april 2010 is inderdaad binnen het sectorcomité III Justitie afgesloten. Het heeft betrekking op de wederzijdse engagementen van de FOD Justitie, het Directoraat-generaal

Penitentiaire Inrichtingen en de representatieve overheidsvakbonden van het personeel van de buitendiensten en van de penitentiaire instellingen.

Dat protocol is heel belangrijk geweest. Tot dan bestond er in geval van een sociaal conflict geen enkele methodologie om het debat te kanaliseren.

Door het onverwachte ontslag van de regering enkele dagen na het besluit kon de normale procedure voor de totstandkoming van een dergelijk besluit nog niet worden doorlopen. Er is een advies nodig van Ambtenarenzaken, Begroting, de Inspectie van Financiën en de Raad van State.

Dit belet niet dat ik protocol 351 voortdurend probeer toe te passen in elk sociaal conflict, omdat het voorziet in een methode voor afkoeling en overleg. Het blijft mijn engagement om de afspraken van protocol 351 te honoreren en duurzaam en juridisch sluitend te implementeren.

Door de toestand van lopende zaken kan ik momenteel geen bijkomend initiatief nemen. Een volgende regering zal de problematiek van het sociaal overleg in de gevangenisomgeving ter harte moeten nemen. Het is een gevoelige materie. Zulke conflicten leiden immers herhaaldelijk tot stakingen en discussies met de politie.

Het MB van 3 mei 2010 is van toepassing op de drie representatieve vakorganisaties binnen het sectorcomité III, maar niet op de erkende niet-representatieve vakbonden, aangezien zij niet zetelen in dat sectorcomité. Het besluit werd op 4 augustus 2010 in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. Sypol, een erkende niet-representatieve vakbond binnen het sectorcomité III, heeft in het kader van de uitoefening van de vakbondsprerogatieven bepaalde documenten die hierop betrekking hebben – waaronder het protocol 351 – opgevraagd en gekregen.

Op 22 september 2010 diende Sypol bij de Raad van State een verzoekschrift tot nietigverklaring in tegen het MB. Mijn diensten volgen de lopende procedure op. Ik blijf achter protocol nr. 351 staan. We zullen zien hoe de Raad van State oordeelt.

09.03 Sophie De Wit (N-VA): Ik neem er nota van dat de normale procedure niet helemaal gevolgd is. Ik ben benieuwd wat de Raad van State daarvan zal zeggen. Ik kan appreciëren dat de minister achter de afspraak en het protocol blijft staan.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de verplichte bijstand van een advocaat tijdens het eerste verhoor" (nr. 2093)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Een arrest van 15 december 2010 van het Hof van Cassatie bepaalt dat elke verdacht die wordt aangehouden, voorafgaandelijk reeds bijstand van een advocaat kan krijgen en ook tijdens de ondervragingen door de politie of een onderzoeksrechter recht heeft op bijstand. De Belgische regelgeving blijkt niet in overeenstemming te zijn met de Europese regelgeving en de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, en ons land werd daar ook voor veroordeeld.

Wat is de stand van zaken? Hoe verlopen de besprekingen in de Senaat? Wat zijn de mogelijke financiële consequenties van de Belgische veroordeling?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De bijstand door een advocaat van een verdachte of aangehoudene van bij het eerste verhoor door de politie, is een actueel onderwerp, dat voortdurend evolueert. Er zijn de initiatieven van de balies in onder meer Brussel en Antwerpen. Er is het recente arrest van het Europees Hof in de zaak-Brusco tegen Frankrijk van 14 oktober 2010. Er zijn de arresten van het Hof van Cassatie van 23 november en van 7 en 15 december 2010. Ook de hoorzittingen in de commissie hebben heel wat informatie opgeleverd.

Op 6 oktober 2010 heb ik een samenvattende nota ingediend in de Senaat, die werd aangepast aan deze

recente gegevens. Ik beschik dus momenteel over een geactualiseerd non-paper. Dit is dus geen officieel document, maar zal door de parlementsleden wellicht wel worden overgenomen.

Ik heb de Nederlandstalige versie van mijn nota op 22 december bezorgd aan de voorzitter van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Op 12 januari kreeg hij de nota in beide talen met de vraag dit zo vlug mogelijk te agenderen in de commissie. Morgenochtend komt dit aan bod bij de regeling van de werkzaamheden. Ik stel voor om na de start van het debat een overleg met de Kamer te organiseren. Het is immers dringend.

De voorstellen van amendering bij de basistekst zullen we ook morgen bekijken. Mijn tekst is een soort van ruggengraat, een basistekst, die kan bijdragen tot snel wetgevend initiatief. Het gaat om een synthese van de verschillende besprekingen en standpunten van de senatoren die samen met mijn beleidscel een voorstel van wet willen uitwerken.

Mijn voorstel probeert tevens maximaal rekening te houden met de organisatorische en budgettaire mogelijkheden. Deze haalbaarheidstoets is een vereiste uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, dat bepaalt dat de toegekende rechten *practical* en *effective* moeten zijn. Daarnaast anticipeert de tekst ook op toekomstige Europese wetgeving over het recht op informatie over de rechten in de strafprocedure.

Het project-Salduz staat morgen als eerste punt geagendeerd in de Senaatscommissie voor de Justitie. We zijn volop bezig met de voorbereiding en hopen zo snel mogelijk tot resultaten te komen.

Daarnaast wil ik de financiële implicaties van de wetgeving duidelijk in beeld brengen. Men spreekt over 30 miljoen euro bijkomende kosten, een bedrag dat niet in de begroting is ingeschreven. Via steekproeven proberen we na te gaan over hoeveel dossiers het gaat. Wij zijn in elk geval volop bezig met de voorbereiding van dat debat.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Kan de voorzitter contact opnemen met haar collega in de Senaat, zodat wij zo snel mogelijk kunnen beraadslagen over een eventueel akkoord? Als dit akkoord er niet komt, gaat het echt om een hoogdringende zaak, en kan de minister toch met een ontwerp komen. Ik zal hem zeker steunen.

Het budget is een heikel punt. Ik ondersteun de suggestie van de heer Terwingen om het rolrecht te verhogen en de budgetten daarvoor te transfereren naar het project-Salduz. De belastingbetaler mag hier uiteraard niet alleen voor opdraaien.

10.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De tweedelijsrechtsbijstand moet daar op de een of andere manier aan worden gekoppeld. De vraag is natuurlijk hoe het Parlement dit zal organiseren. Lag hierover geen wetsvoorstel voor?

De **voorzitter**: De commissie wacht eerst op de conclusies van de Senaat en het akkoord dat daar wordt bereikt. Ik zal contact opnemen met mevrouw Defraigne van de Senaatscommissie voor de Justitie.

10.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Ons standpunt is bekend, wij zijn voorstander van de overheveling naar de regio's van de eerste- en tweedelijsrechtsbijstand.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de instroom van nieuwe EU-burgers richting bepaalde steden" (nr. 2102)

11.01 Karin Temmerman (sp.a): De grote toestroom van Europese burgers zorgt voor een enorme druk op Belgische steden op het vlak van onderwijs, gezondheidszorg, huisvesting, steunverlening en sociale cohesie. Ieder bestuursniveau heeft zijn verantwoordelijkheid, maar de grootste verantwoordelijkheid ligt bij Europa, dat er niet in geslaagd is een sociaal Europa te laten volgen op een economisch Europa.

Heel veel van die mensen komen hier in malafide netwerken terecht en het zou goed zijn als de minister en zijn collega's een concrete aanpak daartegen zouden uitwerken.

Is de regering van plan om tegen de georganiseerde bedelarij enerzijds en tegen het bedelen met kinderen anderzijds maatregelen te nemen? Is men van plan de steden daarbij te betrekken?

11.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): De instroom in de steden is een problematiek die mij ook boeit en die op stedelijk, Vlaams, federaal en Europees niveau beheerst zal moeten worden. De aanpak moet sociaal zijn, maar ook effectief. Ook asiel en migratie moeten worden bekeken. Ikzelf vind dat de steden zouden moeten overleggen en samen tot een integrale aanpak zouden moeten kunnen komen.

Mensenhandel en bedelarij zijn strafrechtelijke aangelegenheden en uiteraard moeten we daaraan werken. Het College van procureurs-generaal moet een strafrechtelijk beleid uitwerken. De parketten zouden gemobiliseerd moeten kunnen worden. Er bestaan al heel wat initiatieven in verband met bedelarij en mensenhandel.

In Europa wordt daar hard aan gewerkt en een van de grote verdiensten van het Europees voorzitterschap is een nieuwe richtlijn inzake mensenhandel die het dossier heel erg actualiseert.

Ik beschik nog over een tekst van het auditoraat-generaal van Luik, dat de materie specifiek opvolgt. Die tekst is gedeeltelijk in het Frans en de vertaling is nog niet klaar.

(*Frans*) De parketten hebben oog voor het probleem van de exploitatie van de bedelarij. Tussen 2006 en 2009 werden er 32 dossiers geopend voor mensenhandel met het oog op exploitatie van de bedelarij. Uit die statistieken kan echter niet worden opgemaakt of er minderjarigen bij betrokken waren.

Bedelarij door minderjarigen is niettemin een complex probleem. De kinderrechtenorganisatie CODE (*La Coordination des ONG pour les droits de l'enfant*) heeft verscheidene studies gepubliceerd waaruit blijkt dat de meeste bedelende minderjarigen vergezeld worden door hun ouders en dat veel van hen van Roma-afkomst zijn. Die gezinnen verblijven vaak illegaal in ons land en vrezen voor uitzetting. Ze blijven dus samen uit angst van hun kinderen gescheiden te worden, wat tot gevolg heeft dat de kinderen vaak met hun ouders bedelen.

(*Nederlands*) Ik heb de referenties van die studie.

(*Frans*) Verscheidene actoren in het veld pleiten ervoor de gezinnen bij te staan in de scholing van hun kinderen, veeleer dan een strafrechtelijke benadering te ontwikkelen. Uit onderzoek is gebleken dat er weinig netwerken zijn die kinderen inzetten om te bedelen.

In de richtlijn van 2007 ter bestrijding van de mensenhandel wordt ervoor gepleit bijzondere aandacht te besteden aan situaties van uitbuiting van minderjarigen.

De omzendbrief van 2008 inzake de invoering van een multidisciplinaire samenwerking met betrekking tot de slachtoffers van mensenhandel bevat specifieke bepalingen met betrekking tot NBMV's.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap werden er meerdere evenementen over het thema mensenhandel georganiseerd.

(*Nederlands*) Tijdens een uiteenzetting over een *Joint Investigation Team* UK-Romania op de Anti-Trafficking

Day in oktober 2010 is gebleken dat Romakinderen werden gerekruteerd in Roemenië en in het Verenigd Koninkrijk door bendes werden ingezet om te bedelen en kleine misdrijven te plegen. De kinderen waren slachtoffer van mensenhandel. Deze gevallen werden aangepakt en opgelost in samenwerking met Europol en Eurojust.

(Frans) Dit fenomeen mag ons niet onberoerd laten. Er wordt actie ondernomen. Zo zal er onder meer worden nagegaan of de richtlijn moet worden bijgestuurd. De interdepartementale coördinatiecel ter bestrijding van mensensmokkel en mensenhandel bereidt een vragenlijst voor met betrekking tot de situatie van de minderjarige slachtoffers. Daarnaast zal het expertisenetwerk 'mensenhandel' van het College van procureurs-generaal nieuwe initiatieven bespreken. Dit vraagstuk is een prioriteit, in het licht van de nieuwe Europese richtlijn ter zake.

(Nederlands) Hoewel we niet veel harde dossiers hebben, is het wel degelijk een prioriteit. We moeten bedacht zijn op stadscriminaliteit en stadsmisbruik van jongeren, mensenhandel en op combinaties van beide. Studies wijzen uit dat mensenhandel steeds nieuwe vormen aanneemt. Met de steden en hun politiekorpsen zouden we vormingen moeten opzetten en bijzondere initiatieven moeten nemen om lokale besturen en politie duidelijk te maken hoe de mensenhandel werkt. Ik ben bereid daaraan mee te werken.

11.03 Karin Temmerman (sp.a): Het is nuttig dat de steden vergaderen. Toch kunnen steden enkel de wetten toepassen die er momenteel zijn. Initiatieven van de Vlaamse en de federale overheid zijn nodig.

Volwassenen worden ook vaak gedwongen om te bedelen, maar durven dat aan de politie niet te verklaren. Het fenomeen zit hoe dan ook in de lift en we moeten er een antwoord op geven.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: We zijn bij de laatste vraag aanbeland. De heren Maingain en Brotcorne hebben laten weten dat zij niet aanwezig kunnen zijn.

12 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het incident tussen een onderzoeksrechter en het gevangenispersoneel van de gevangenis van Sint-Gillis" (nr. 2108)

- mevrouw **Sonja Becq** aan de minister van Justitie over "het voorval in de gevangenis van Sint-Gillis" (nr. 2129)

12.01 Sophie De Wit (N-VA): Op zondag 16 januari 2011 deed zich een opmerkelijk incident voor in de gevangenis van Sint-Gillis. Nadat een onderzoeksrechter geen toelating kreeg om zijn wagen op de binnenkoer van de gevangenis te parkeren, ontstond er een discussie met een portier, de hoofdbewaker en de gevangenisdirecteur. De onderzoeksrechter besliste uiteindelijk om deze drie te laten oppakken door de politie wegens obstructie van het onderzoek. Dit leidde meteen tot een staking van de cipiers. Zij hervatten het werk pas toen de drie gearresteerden werden vrijgelaten. In de pers lezen wij dat zowel de directeur-generaal van het Gevangeniswezen als de minister op de hoogte werden gebracht en dat een uitvoerig verslag werd opgesteld.

Wat is er precies gebeurd en hoe beoordeelt de minister dit incident? Welke rol heeft de directeur-generaal van het Gevangeniswezen hierbij gespeeld? Werden de minister of zijn kabinet betrokken bij het incident? Op welke basis werden die drie personen gearresteerd? Is er sprake van een wederrechtelijke vrijheidsberoving? Waarom werden zij naar Zaventem overgebracht? De gevangenisvakbonden menen dat dit incident niet zonder gevolg kan blijven en zij eisen maatregelen. Wat zal de minister doen?

De vakbonden menen dat de onderzoeksrechters te veel macht hebben en zich soms boven de wet plaatsen. Zij spreken over machtsmisbruik. Deelt de minister die mening?

12.02 Sonja Becq (CD&V): Toevallig ging ik vrijdagmiddag op bezoek in de gevangenis van Sint-Gillis. Ik doorliep de volledige controleprocedure voor ik werd toegelaten en veel tijd nam dat niet in beslag. Ik had een gesprek met de nieuwe gevangenisdirecteur die een goed gevangenisbeleid wil, met oog voor de rechten van de gedetineerden en van het personeel, en met de bedoeling de reglementering correct toe te passen.

Toevallig informeerde ik naar de relatie met advocaten en onderzoeksrechters die de gevangenis betreden. Blijkbaar was er geen enkel probleem, enkele discussies buiten beschouwing gelaten. Toen ik vertrok was er wel even wat discussie bij de gevangenen die niet wilden binnengaan, maar de directie kon hen snel overreden om toch binnen te komen.

Is het een gangbare praktijk dat magistraten met hun dienstvoertuig rechtstreeks toegang krijgen tot de gevangenissen zonder de hele veiligheidsprocedure te moeten doorlopen? Passen alle gevangenissen deze praktijk onverkort toe? Zijn er voorbeelden van gelijkaardige incidenten in het verleden? Hoe is het mogelijk dat een onderzoeksrechter gevangenispersoneel in hechtenis kan nemen en voor verhoor laat meenemen, louter en alleen omdat zij het reglement strikt toepassen?

12.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik beschik nog niet over een volledig dossier. Mijn antwoord is dus enigszins onder voorbehoud.

De feiten: op zondag 16 januari 2011, rond 16.00 uur, wil onderzoeksrechter De Troy met zijn persoonlijk voertuig binnenrijden op de binnenkoer van de gevangenis van Sint-Gillis. De portier gaat te rade bij de dienstoverste en de directeur en zegt dat het niet is toegelaten met een privévoertuig tot op de binnenkoer van de gevangenis te rijden. Er wordt contact opgenomen met de regionale directeur en de directeur-generaal. Zij bevestigen het verbod.

De heer De Troy verwijt het personeel een belemmering van de uitoefening van zijn functie. De personeelsleden zeggen dat hij zoals iedereen toegang heeft tot de gevangenis via de normale controleprocedures. De onderzoeksrechter gaat er niet mee akkoord dat hij de detectieportiek en de RX-stralen moet passeren. De directeur van dienst verklaart dat de procedure voor iedereen dezelfde is en dat er geen uitzonderingen kunnen worden toegestaan.

De onderzoeksrechter vertrekt en keert terug met de politie en een politievoertuig, waarmee hij wel tot op de binnenkoer mag rijden. Omdat hij de controle via de metaaldetectiebrug weigert, wordt de toegang hem andermaal geweigerd. Na een nieuwe discussie met de directeur, meldt De Troy haar dat zij vanaf dat ogenblik formeel van haar vrijheid wordt beroofd, samen met de portier en het hoofd van de bewakingsdienst. Zij worden meegenomen naar het kantoor van het gerechtelijk arrondissement Brussel, de federale gerechtelijke politie Asse, met activiteit op Zaventem. Dat deze afdeling van de gerechtelijke politie optreedt, houdt verband met de reden waarom De Troy naar de gevangenis kwam. In Zaventem was immers een drugssmokkelaar opgepakt. De procedure wil dat deze persoon naar de ziekenboeg van de gevangenis wordt overgebracht, waar hij moet worden verhoord door de onderzoeksrechter.

De directeur en de twee andere gearresteerden worden verhoord op het politiekantoor. Onderzoeksrechter De Troy had dit gevorderd. Pas als ik de processen-verbaal krijg, zal ik kunnen zien waarop men zich heeft gebaseerd. Ik wacht ook nog op het verslag van de procureur-generaal.

Om een verdere escalatie te vermijden, beslist het inrichtingshoofd na overleg met de directeur-generaal van het Gevangeniswezen om de heer de De Troy toe te laten tot de gevangenis.

Het personeel was ondertussen tot actie overgegaan en overgeschakeld op nachtregime. Nadat de onderzoeksrechter zijn ambtsverrichtingen had beëindigd, liet het personeel hem de gevangenis verlaten. Om 20.45 uur werden de directeur en de twee andere medewerkers op bevel van De Troy weer in vrijheid gesteld en naar de gevangenis teruggebracht. Het personeel hervatte het werk rond 21.30 uur.

De wettelijke basis in deze zaak is het KB over het algemeen reglement van de strafinrichting van 21 mei 1965. In artikel 5*bis* staat dat ieder die de omheining van een strafinrichting binnenkomt, door de metaaldetectieportiek moet gaan en de andere voor de veiligheid vereiste controlemiddelen moet ondergaan.

In artikel 139 staat dat in al de niet door het reglement bepaalde gevallen de gevangenisdirecteur een beslissing neemt, ingegeven door de omstandigheden en de voorzichtigheid. Hij is ook verplicht de minister hiervan op de hoogte te brengen. Mijn beleidsceel werd inderdaad diezelfde avond geïnformeerd.

Naast het KB van 1965 is ook de rondzendbrief van 19 april 2001 zeer duidelijk over de toegangscontrole. Een algemene regel is dat iedereen geregistreerd en gecontroleerd wordt en dat de directeur de toegang ontzegt aan ieder die weigert zich te onderwerpen aan de controle. Expliciet in de brief staat dat de politiediensten en de gerechtelijke diensten ook een RX-controle en metaaldetectie moeten ondergaan. Het personeel heeft het KB en de rondzendbrief dus correct toegepast.

Specifiek over de toegang voor voertuigen zeggen de teksten niets, maar het is normaal dat een onaangekondigd voertuig niet zomaar wordt toegelaten. De binnenkoer van de gevangenis is geen parkeerterrein. Er waren geen uitzonderingstoestanden, er was geen noodzaak om met de wagen binnen te rijden. Onderzoeksrechter De Troy kon op de normale manier gemakkelijk binnen.

Ik wacht wel nog op het bijkomende verslag van de procureur-generaal. Op basis daarvan zal ik zien hoe ik hiermee zal omgaan. Als de processen-verbaal die ik nog moet krijgen het verhaal bevestigen, was de reactie van de onderzoeksrechter buiten proportie. De meeste magistraten hebben geen enkel probleem met de toegangsregels tot de gevangenissen. Integendeel, zij zijn er voorstander van omdat die regels bijdragen tot de veiligheid. Er hebben in 2010 trouwens maar drie ontsnappingen plaatsgevonden en dat is te danken aan onze maatregelen en aan de strikte naleving van de regels.

Ik geef nu geen commentaar op de uitspraken van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De betrokken personeelsleden waren in shock door wat hen is overkomen. Ik til zwaar aan het dossier, omdat de regels er zijn om te worden gerespecteerd. We wachten tot het dossier volledig is, vooraleer nadere beslissingen te nemen.

12.04 Sophie De Wit (N-VA): Onderzoeksrechters en gevangenismedewerkers maken allen deel uit van Justitie en zouden min of meer hetzelfde belang moeten dienen. Zoals de zaak nu voorligt, zijn de betrokkenen van hun vrijheid beroofd, omdat zij het reglement naleefden. Dat maakt de zaak nog eigenaardiger dan ze al is. Het is ook voor de directie uitgesloten om binnen de gevangensmuren te parkeren. Men rijdt immers geen pretpark binnen.

Binnen welke termijn krijgt de minister de volledige processen-verbaal en rapporten?

12.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb al de gedeeltelijke tekst, maar ik wil de volledige tekst. Het dossier moet vlug worden afgerond.

12.06 Sophie De Wit (N-VA): Dat is ook mijn mening. De cipiers moeten de zaak ook zo snel mogelijk kunnen vergeten. Het dossier mag niet te lang blijven nazinderen.

12.07 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De nieuwe directeur is er gekomen om orde op zaken te stellen en dat loopt goed. Zij past de reglementen rigoureus toe, wat haar voorgangers misschien niet altijd hebben gedaan. Een excuus is dat echter niet.

12.08 Sophie De Wit (N-VA): Ik ben in die gevangenis meer dan eens aan een grondige fouille onderworpen. Men is er strikt en ik kan me voorstellen dat zulks tot wrevel kan leiden voor wie gehaast is. Desalniettemin zijn de controles terecht en is het de taak van de gevangenis om de maatschappij te beschermen.

We wachten de rapporten af om te beslissen in welke mate grenzen zijn overschreden.

12.09 Sonja Becq (CD&V): Ik betreur de impact van dit incident op de reputatie van Justitie. De onderzoeksrechter is teruggekeerd met een politievoertuig en heeft de discussie dan voortgezet. De man was sneller binnen geweest mocht hij de voorschriften gewoon hebben gevolgd.

Heeft hij de directeur, die uiteindelijk toegaf, nu gedwongen om onwettelijke dingen te doen?

Zodra de minister meer gegevens heeft over dit onderzoek, moet alles worden bekeken binnen de tuchtrechtelijke procedure. Misschien moeten de uitspraken van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg worden voorgelegd aan zijn oversten. Ik pleit voor een onafhankelijke tuchtprocedure, waarin mensen niet over gelijken moeten oordelen.

12.10 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik ben blij dat men het nieuwe tuchtrecht snel gerealiseerd wil zien. De teksten voor een geheel nieuwe tuchtwetgeving zijn vrijwel klaar.

De **voorzitter**: Wij zullen daarvoor eens op retraite moeten gaan.

12.11 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Dat zouden sommige magistraten beter ook eens doen, gezien hun acties van de laatste weken, en dan bedoel ik niet alleen onderzoeksrechter De Troy.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.16 uur.